

Mohamed Kagnassy chez nos confrères de Mali Tribune : « Je recommande la création des unités agroalimentaires pour limiter le gaspillage »

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

LUNDI 28 DÉCEMBRE 2020

758

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Soumaïla Cissé

La main de Dieu ?



Échange entre Mohamed Salia Touré et Youssouf Toloba : De bon augure pour la paix ?



Révision de la loi sur l'enrichissement illicite : Le nief des organisations engagées dans la lutte contre la corruption !

COVID 19

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au dimanche 27 décembre 2020



Bilan global de la situation du Covid 19



RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



Porter le masque quand
la distance de sécurité
ne peut être respectée



Se laver les mains
régulièrement



Tousser ou éternuer
dans le coude



Respecter la distance
de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique
pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer
les mains



Eviter de se toucher le visage :
la bouche, les yeux ou le nez

Une	Soumaïla Cissé : La main de Dieu ?	P.5
Brèves	Décès de Soumaïla Cissé : L'hommage de Amadou KANE Banquier et ancien Ministre	P.11
	Sénégal : "Mimi Touré s'opposera à un 3e mandat de Macky Sall" dixit Me Moussa Diop	P.11
	CMDT : Dr Nago Dembélé à Koutiala	P.12
	Tombouctou : La MINUSMA poursuit le renforcement des capacités de l'Armée malienne reconstituée	P.12
	Mali : Les « hybrides » toujours en action	P.13
	Mali : Démenti du ministère de l'Économie et des Finances relatif à une rumeur de difficultés dans le paiement des salaires	P.13
	Bourse de l'emploi et de la formation professionnelle : La 3ème édition est lancée à Bandiagara	P.13
	Maître Alassane Diop explique : Usages et mésusages du terme attaque AD HOMINEM PAR opposition à attaque AD PERSONAM	P.14
	In memoriam : Le président Soumaïla Cissé, une vie de combattant	P.14
Actualité	Mohamed Kagnassy chez nos confrères de Mali Tribune : « Je recommande la création des unités agroalimentaires pour limiter le gaspillage »	P.17
	Mali : Hommages et réactions émues après la mort de Soumaïla Cissé	P.19
	Échange entre Mohamed Salia Touré et Youssouf Toloba : De bon augure pour la paix ?	P.20
	Révision de la loi sur l'enrichissement illicite : Le niet des organisations engagées dans la lutte contre la corruption !	P.22
Politique	Crise sociopolitique : Sale temps pour les religieux politiques	P.24
	Processus électoral : Le chronogramme dévoilé	P.26
Culture & société	Acte de mariage : Comment l'obtenir ?	P.28
International	Élections en Centrafrique : Le positionnement ambigu du parti de François Bozizé	P.29
	Le journalisme au Sénégal : Les professionnels se regardent dans le miroir et s'interrogent	P.30
Sport	MERCATO – PSG : M'Bappé aurait lâché une bombe à Zidane	P.32
	Dopage : Interpellé par le Red Bull Salzburg, le Mali suspend son médecin	P.32



Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations** (AMPI)
Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)
Email : ampikile@gmail.com / malikile@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- **Redacteur en Chef** : Amadou TALL
- **Rédaction Générale** : Karamoko B. Keïta, Demba SIDIBE (Stagiaire), Moctar Sow, Diala Teny Konaté, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo
- **Gérant** : Moctar Sow
- **Service Commercial** : Youssouf Diarra
- **Secrétariat** : AZIA Bénédicte

Hommage au Président **SOUMAÏLA CISSÉ**



REPOSE EN PAIX SOUMI



Soumaïla Cissé : La main de Dieu ?

Soumaïla Cissé ne sera donc jamais Président de la République du Mali. Après son enlèvement par des terroristes, le 25 mars 2020, dans le Cercle de son Niafunké natal, l'ancien Chef de file de l'Opposition politique malienne vient de subir un autre enlèvement, définitif, celui de la mort. Entré très tôt en politique en tant que cadre de l'Alliance pour la Démocratie au Mali-Parti Africain pour la Solidarité et la Justice (ADEMA-PASJ), Soumaïla Cissé passera un cap important de sa riche carrière politique en se portant candidat à l'élection présidentielle malienne de 2002. Il s'y essayera à trois reprises arrivant deuxième au second tour contre son ATT puis contre son éternel rival Ibrahim Boubacar Keïta, IBK, loin devant ses poursuivants. À la suite de la présidentielle de 2018 gagnée par IBK, Soumaïla Cissé et les siens croyaient en l'étoile du fondateur de l'URD car son challenger ne pouvait plus prétendre à un autre mandat. C'était sans compter avec le destin qui vient de ruiner l'espoir de tous les Maliens qui étaient les inconditionnels de l'Enfant de Niafunké.

Rien ne prédisposait Soumaïla Cissé à la riche carrière de haut niveau qu'il a eue. Ingénieur-

informaticien de profession, il étudie à l'Institut des sciences de l'ingénieur de Montpellier en France d'où il sort major de sa promotion. Avec ce diplôme, il n'a aucune peine à trouver du travail dans l'Hexagone. En effet Il travaille au sein de grandes entreprises françaises comme IBM-France, le Groupe Pechiney, le Groupe Thomson et la compagnie aérienne Air Inter. C'est en 1984 qu'il rentre au Mali où son premier poste sera la Compagnie malienne pour le développement du textile (CMDT). Lorsque commence la lutte pour la démocratie au Mali, Soumaïla Cissé milite dès le début au sein de l'ADEMA-PASJ. Ainsi, à l'élection d'Alpha Oumar Konaré à la Présidence de la Ré-

publique du Mali, Soumaïla Cissé est pendant un an, 1992, Secrétaire général de la présidence de la République. Dès l'année suivante sa carrière politique se dessine un peu plus. En effet, il est tour à tour nommé ministre des Finances en 1993, ministre des Finances et du Commerce en 1994, encore ministre des Finances en 1997 et ministre de l'Équipement, de l'Aménagement du territoire, de l'Environnement et de l'Urbanisme en 2000.

Avec ces expériences ministérielles, Soumaïla Cissé obtient de l'audience au sein de l'ADEMA-PASJ mais est difficilement désigné candidat du parti à l'élection présidentielle de 2002. Des cadres importants, dont Soumeylou Boubeye par exemple, décident de soutenir des candidats adverses. Bien qu'arrivé second derrière un certain Amadou Toumani Touré, ATT, Soumaïla Cissé est très amer car son propre parti, l'ADEMA-PASJ le lâchera au profit d'un général d'armée sans parti politique. Député, l'Enfant de Niafunké quitte le parti de son cœur et fonde avec certains membres démissionnaires de l'ADEMA-PASJ, l'Union pour la République et la Démocratie (URD) qui deviendra rapidement une des premières forces politiques du Mali. Malin comme peut l'être un Peul, Amadou Toumani Touré profite de son aura africaine pour faire nommer Soumaïla Cissé Président de la Commission de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) de 2004 à 2011, le temps pour lui de s'aguerrir et de permettre au général-Président de faire deux mandats à la tête du Mali.

Cependant ce plan tombe à l'eau quand des militaires sans grade déposent ATT en mars 2012, à trois mois de la fin de son mandat. Pour une seconde fois le sort s'acharne sur Soumi car les nouveaux maîtres du pays jettent leur dévolu sur un certain Ibrahim Boubacar Keïta, IBK, avec en prime le plébiscite par les Maliens du gros Malinké de Sébéné-





coro. Soumaïla Cissé renforce sa personnalité politique en se rendant, avec des membres de sa famille, au domicile d'IBK pour le saluer et le féliciter pour son élection à la Présidence de la République. Tous les Maliens ont salué ce geste de grandeur et de profonde modestie et croyaient que les politiques allaient profiter de l'occasion pour s'unir en vue de reconstruire un Mali déjà en crise. La suite est connue. Les Maliens n'ont pas encore fini de regretter leur choix porté sur IBK en 2013 tant la déception fut immense. Comme en 2002 et 2013, Soumaïla Cissé arrive encore à la deuxième place de l'élection présidentielle de 2018. Le Président de l'URD, se fondant sur les chiffres compilés par ses partisans déployés sur le territoire national, a toujours soutenu que la victoire lui avait été volée suite à des fraudes massives. Une fois de plus, Soumy échouait à monter les marches du Palais présidentiel de Koulouba comme s'il charriait dans son sillage une malédiction.

En fait, le Président de l'URD traînait, à tort ou à raison, une réputation d'homme associable qui faisait qu'une partie de ceux qui l'avaient approché, à commencer par les habitants de Badalabougou, le décrivaient comme un homme imbu de sa personne, un hautain. Il se disait qu'il avait été hué dans une mosquée de son quartier de Badalabougou quand il était venu solliciter leur soutien en faveur de sa candidature à la présidentielle. Pourtant les résultats qu'il avait obtenus aux élections présidentielles de 2002, 2013 et 2018 rendaient les affirmations de ses détracteurs peu crédibles. En effet, Soumaïla Cissé avait toujours réussi à remplir l'immense Stade du 26 Mars de Bamako, lors de ses nombreux meetings de campagne. Mais là aussi ses adversaires

avaient des explications. Pour eux, c'est l'argent qui a servi à acheter ce beau monde comme ce serait le cas même lors des présidentielles auxquelles l'Enfant de Niafunké avait participé.

L'histoire du Mali retiendra qu'à chaque fois que Soumaïla Cissé a été près de monter à Koulouba, le sort, par quelque malin plaisir, l'en aura empêché. L'homme lui-même était sans doute convaincu que la guigne qui le poursuivait depuis 2002 l'avait quitté après le second mandat de son éternel rival IBK et surtout après le départ de celui-ci à la suite du coup de force des militaires le 18 août 2020. Après sa libération des mains des terroristes le 08 octobre 2020, le retour triomphal du Président de l'URD supposait que la voie de Koulouba lui était ouverte. En tout cas Soumaïla Cissé, comme beaucoup des futurs probables candidats aux prochaines élections présidentielles qui suivront la Transition de 18 mois, s'est abstenu de critiquer les nouvelles autorités maliennes ou de commenter quoi que ce soit de la vie politique malienne de l'heure. Il

ne fallait surtout pas mécontenter les nouveaux maîtres du pays dont on ignore totalement l'agenda pour le futur proche du Mali. La distance prise par l'URD par rapport au Mouvement du 5 Juin-Rassemblement des Forces Patriotiques (M5-RFP) après le coup d'État du 18 août a été ressentie dans le Mouvement comme une trahison.

En tous cas la disparition de Soumaïla Cissé, ce vendredi, 25 décembre 2020, à Paris, est une immense perte pour le monde de la politique au Mali. L'élu de Niafunké était apparu ces dernières années comme le principal animateur de la vie politique malienne à travers ses prises de position vis-à-vis du pouvoir d'IBK et ses vérités sur la vie de la Nation. Mais le vide qu'il aura laissé sera encore plus grand pour son parti l'URD. En effet, Soumaïla Cissé n'a jamais pensé à sa succession au sein de son parti, ce qui fait qu'aujourd'hui, personne parmi les nombreux cadres de l'URD n'a ni l'envergure ni la capacité d'endosser le manteau laissé par Soumi. Cette impréparation risque de coûter cher à son parti qui n'a que peu de temps pour se reconstruire et rebondir en vue des prochaines élections. Soumaïla Cissé incarnait à lui tout seul le parti qu'il a créé. En revanche, la disparition de Soumaïla Cissé ouvre la voie à ses adversaires immédiats vu que tous étaient unanimes qu'il aurait été très difficile de battre Soumi Champion lors des élections post Transition. Comme une malédiction qu'il aura traînée jusqu'à la fin de sa vie, Soumaïla Cissé quitte définitivement la scène politique malienne sans avoir réalisé son plus grand rêve : devenir Président du Mali.

■ Diala Thiény Konaté



Fahad Ag Almahmoud

Sincères condoléances à la famille de mon frère et ami Ahmed Elkori, Qu'Allah l'accueille dans Son Paradis El Ferdous et récompenser sa famille de cette perte. Inchas Allahou



Il mérite un hommage national.

COMMUNIQUE

A la suite du décès de SEM le Président Fiers BUIYDA, sa famille porte à la connaissance des parents et amis que les cérémonies d'inhumation du défunt auront lieu **Mardi 29 Décembre 2020 à BAMAKO, MALI**

Programme

- 10h00: Messe à Cathédrale Sacré Cœur
- 11h30: Inhumation au Cimetière catholique de BAMAKO
- 13h00: Levée de deuil partielle à l'Hôtel Apollo

La famille vous remercie pour les précieux soutiens que vous ne cessez de lui témoigner en ces moments de douloureuses épreuves.

Que Dieu nous bénisse et nous protège!

Ibrahima Anne

Le Sénégal, un pays difficilement gouvernable. Tu te confines en ton palais, ça palabre. Tu te balades en voiture et sans protocole, ça palabre encore. Tu vas à Sandaga marchander une paire de chaussettes, ça palabre toujours et t'accuse de populisme. Finalement, c'est nous qui transformons nos Présidents en monarques éloignés de nos pulsions



Etienne Fakaba Sissoko

MERCI M. le Ministre, « J'apprécie beaucoup ce que fait ce ministre. J'ai toujours dit qu'un des gros problèmes de ce pays c'est le fait que jamais personne n'est coupable, il n'y a jamais de sanction. Bravo à lui. »
Samba Gassama



Mossa Ag Attaher

50 min · 🌐

#Dopage :: Récompenser le mérite et sanctionner la faute afin que le sport malien se porte mieux.

Les responsabilités ont été situées au sein de la Fédération Malienne de Football concernant les faits reprochés pour dopages de nos footballeurs internationaux Sékou Koita et Mohamed Camara.

En droite ligne avec la nouvelle vision de gouvernance sportive que les autorités de la Transition et le Peuple Malien ont décidé de promouvoir, la FEMAFoot a ainsi suspendu le médecin en charge de l'équipe nationale ainsi que l'ensemble du staff médical impliqué dans ce scandale, qui ne saurait nullement refléter une volonté délibérée de nos instances en la matière.

Notre pays a besoin de victoire et nos dirigeants sportifs se doivent d'être exemplaires.

Pour y arriver nous devons avoir le courage de récompenser le mérite et sanctionner la faute.

Mossa Ag Attaher, ministre de la Jeunesse et des Sports.

FRANCE 24



Alors que la période de transition garantissant des liens étroits entre le Royaume-Uni et l'Union européenne prendra fin le 31 décembre à minuit, l'Écosse s'apprête à subir un Brexit qu'elle n'a ni voté, ni négocié. La Première ministre écossaise, Nicola Sturgeon, veut en profiter pour provoquer un deuxième référendum sur l'indépendance.



Média A



#AUDIENCE: Le Président du Faso reçoit le Premier ministre Moctar OUANE.

Ce dimanche, le Président Roch Marc Christian KABORE a reçu en audience au Palais de Kosyam le Premier ministre Moctar OUANE, venu représenter le Président de la Transition, SEM Bah N'Daw à la cérémonie d'investiture prévue ce lundi.

A sa sortie d'audience, le Chef du Gouvernement malien a indiqué à la presse que son entretien avec le Président KABORE a porté sur les voies et moyens de renforcer la coopération bilatérale entre le Mali et le Burkina Faso, reposant sur le socle de relations fortes, anciennes et confiantes. A cet égard, il s'est félicité des sages réflexions et des pertinentes préconisations du Président Roch Marc Christian

KABORE dont la mise en œuvre permettront aux deux Gouvernements de renforcer, en la structurant d'avantage, leur coopération bilatérale afin de permettre aux deux pays de relever les défis communs auxquels ils sont confrontés, notamment ceux liés au développement et à la sécurité au Sahel.



L'État du Mali va rapatrier sur Bamako la dépouille de feu honorable Soumaila Cissé
L'information est publiée sur la page facebook de la présidence de la république ce samedi 26 décembre 2020.



Figaro du Mali

Sécurité : les FAMA récupèrent encore du bétail volé à Dakadjan
Un Week-end chargé pour les FAMA. Le dimanche 27 décembre 2020, des hommes armés habillés en tenue traditionnelle Donzos, ont enlevé des animaux dans le village de Dakadjan, commune rurale de Fakala, cercle de Djenné. Alertée, une mission des FAMA, basées à Sofara, a engagé une course-poursuite. Les assaillants ont été interpellés aux environs du village de Bounguel. Après accrochage, le bétail a été récupéré. Le bilan provisoire fait état d'un assaillant tué, un autre blessé et une moto récupérée.



Diakité Modibo

Match COVID19 et les mariages à Bamako, le résultat est entrain se terminer par la victoire de COVID19. Arrêtons l'indiscipline.



Sinalou Diawara

COMMUNIQUÉ DU PARTI FARE AN KA WULI A LA SUITE DU DÉCÈS DE MONSIEUR SOUMAILA CISSÉ



Le parti FARE vient d'apprendre avec une très grande tristesse, ce vendredi 25 décembre 2020, le décès à Paris de Monsieur Soumaila Cissé président du parti URD à l'âge de 71 ans. Monsieur Soumaila Cissé, chef de file de l'opposition malienne, s'est toujours battu pour les valeurs et les principes de la république et de la démocratie dans notre pays. Le Secrétariat Exécutif National et les militants de parti s'inclinent devant la mémoire de ce grand patriote, prient Allah le tout puissant de l'accueillir dans sa miséricorde, et présentent leurs condoléances attristées à sa famille et à l'URD.
Bamako le 25 décembre 2020
Le Secrétaire Général
Mahamadou Kéita



Issa Mariko

Il est temps que nos autorités arrêtent de ratifier les conventions sataniques qui ne cadrent pas avec nos valeurs sociales et religieuses.



Bennchico Savadogo

C'est toi qui es là, tu parles pas avec tes frères et sœurs, voisins et collègues de services. saches que la mort ne prévient pas. adopte la ré-



conciliation et le savoir vivre le plus vite avant qu'il soit tard.
Cette vie n'est pas faite pour construire des belles villas, rouler dans les belles voitures mais plutôt marquer un point de convivialité et la soumission vers le seigneur le plus haut.
Repentez vous avant qu'il soit trop tard.
Dieu veille

LE PAYS DOGON

MON AVIS.

Ils ont été très courageux sur ce coup et il faut leur reconnaître cette prouesse. Les plus hautes autorités ont choisi la voie du dialogue, la paix et la réconciliation en envoyant un émissaire de haut rang pour rencontrer YOUSOUF TOLOBA et son état-major.

C'est probablement une réponse à l'ultimatum lancé par le chef de guerre du Mouvement Dan Na Ambassagou, demandant à l'état de mobiliser tous les moyens pour venir sécuriser le Pays Dogon.

Les réactions ont été diverses depuis la publication de la vidéo de TOLOBA. D'aucun conseillait le président Ba N'Dao à régler le compte du chef chasseur car disent-ils qu'il est l'obstacle à la paix. D'autres prônaient plutôt une prise en compte des doléances du guerrier du Pays Dogon dont l'exaspération face à l'insécurité est réelle.

En hommes d'Etat et en hommes éclairés, le vice-président et le président de la transition ont refusé d'être induit en erreur par des conseillers négativistes et ont entrepris des démarches pour apaiser le front du Pays Dogon car ils savent que l'homme a une influence qui pourrait être constructive.

En voyant le ministre poser avec Toloba, le message est clair. L'Etat veut établir une ligne de dialogue avec les vrais acteurs du centre. Ceux qui se déclarent contre cette démarche du ministre TOURE diront quoi quand ils verront un envoyé poser avec Kouffa et Yad? Pourtant, c'est en cour.

L'essentiel c'est la paix.

Adaman DIONGO

Observateur/www.lepaysdogon.net



Yehia Tandina

Ahmed Elkori, le confrère, correspondant de France 24 n'est plus. Décès survenu à la suite d'un AVC. Agent de L'ORTM de 2009 à 2011 frappé



par l'âge, il observe la retraite et continue malgré l'âge à exercer la fonction de journaliste. Correspondant d'Al Jazira en arabe depuis 2012 ensuite France 24 et promoteur du journal ANNOURA. Sa disparition est une perte énorme pour la presse Malienne, africaine et occidentale. Que la terre te soit légère. Condoléances à ton épouse à tes côtés sur cette photo.



Radio Guintan

Sport : Le bureau du conseil de la FIFA a décidé d'annuler les éditions 2021 de la coupe du Monde U20 de la FIFA et de la coupe Monde U17, en raison de la pandémie de covid-19.

A,C Guintan



MOUNTAGA TALL

Le rappel à Dieu du Président Soumaïla Cissé est une bien triste nouvelle et une perte incommensurable non seulement pour sa famille, son parti l'Union pour la République et la Démocratie (URD), le Front pour la sauvegarde de la démocratie (FSD) mais aussi pour le peuple malien tout entier.

Mais, C'est à Dieu que nous appartenons et c'est à Lui que nous retournons (Ina Lilahi wa Ina Ilayhi Rajiun)

A son épouse Astan, à ses enfants, à ses sœurs qui le chérissaient tant, à ses frères, à ses amis, camarades et compagnons de lutte, je présente mes condoléances profondément attristées.

Dors en paix Soumaïla !



Kassim Traoré

Bamako ce dimanche ressemble à une capitale qui fête son indépendance des carnivals partout sur les artères. Ceux qui doivent sensibiliser, tout est brissagnagami aujourd'hui. Pendant ce temps d'autres broient du noir en respectant les décisions du pays! C'es ça notre Maliba.
Ap



ASSADEK AG HAMAHADY

Le temps est très lent pour ceux qui attendent, très rapide pour ceux qui ont peur, très long pour ceux qui se lamentent, très court pour ceux qui festoient. Mais, pour ceux qui aiment, le temps est éternité.
William Shakespeare



Mamadou Ismaila KONATE

SC est mort ! Avec lui, nombre d'espairs : L'espoir d'un état de droit pris en otage par une oligarchie militaire. L'espoir d'un État laïque assiégé par des mollahs commanditaires. L'espoir d'un Mali libre et réconcilié. L'espoir de lendemains définitivement résolus sans déluge.



Sambou Sissoko

L'ex Président du Sénégal, Me Abdoulaye Wade!
Comme pour dire aux populistes du Mali qu'en

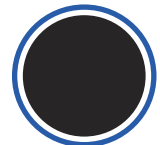


politique on ne brûle pas les étapes. Chaque étape à son importance. Aucun acteur politique ne viendra ex-nihilo pour sauver ce pays. Arrêtons de rêver !!!



Awa Sylla

La mort n'est pas une défaite, vivre et ne rien accomplir c'est ça la défaite.
Héros tu as vécu, Héros tu resteras et un Héros ne meurt jamais.
Qu'Allah apaise nos cœurs.



PLANET

A base d'eau Supermont et de sucre Naturel

Décès de Soumaila Cissé : L'hommage de Amadou KANE Banquier et ancien Ministre



Je suis atterré par cette terrible nouvelle du décès de notre ami et compagnon Soumaïla Cissé ! Il y a quelques jours, lors de son dernier passage à Dakar, Astan et lui nous avaient fait l'amitié de venir déjeuner avec nous à la maison ! Moments sympatiques d'échanges dans la joie et la fraternité, mêlant des souvenirs légers d'il y a plus de 30 ans à des préoccupations plus fondamentales liées à l'actualité et au devenir de nos deux pays et de notre sous-région, sans oublier les circonstances et conditions tant de sa longue détention de dix mois que celles de sa libération. Nous avons ainsi parlé de l'époque où nous étions tous les deux administrateurs de la Banque de Développement du Mali (BDM), moi au titre de la BOAD et lui Président du Conseil à cette période où il était encore toléré de cumuler cette fonction avec celle de ministre des finances ! Nous avons, bien entendu, parlé de l'UEMOA et avons amorcé la discussion sur la fédération du Mali et l'actualité de régénérer cette expérience dans la conjoncture géopolitique actuelle. Soumaïla convenait qu'il ne fallait plus esquiver cette question et qu'il fallait l'aborder avec beaucoup de lucidité et de responsabilité. Et d'autres sujets plus liés à nos familles (son père Bocar Cissé était scout en même temps que mon beau-père Amadou-Mahtar Mbow).

Et durant ce repas et cet après-midi fu 10 Novembre 2020, ce qui nous avait frappé mon épouse et moi, c'était l'absence totale de rancune ou même de ressentiment vis-à-vis de ses geôliers et il m'a confirmé, en passant, le rôle important joué par notre ami Tidjani Ben Al Housseyni dans les négociations pour sa libération. Ce qui était encore plus frappant c'était sa grande sérénité pour l'avenir. Bref nous avons retrouvé notre Soumaïla enjoué, malicieux et taquin qu'on appréciait tant !

En venant de le rappeler à côté de Lui, Dieu nous rappelle en même temps qu'Il est le seul Maître de l'avenir. Nous Le prions, avec ferveur, de réserver à cet homme de bien, une place de choix dans Ses paradis les plus élevés.

Toutes nos condoléances émues à son épouse Astan et à ses enfants ainsi qu'à tous nos amis du Mali et du reste du monde où Soumaïla comptait tellement de relations !

Amadou KANE

Sénégal : "Mimi Touré s'opposera à un 3e mandat de Macky Sall" dicit Me Moussa Diop



L'ancien Premier ministre et ancienne présidente du Conseil économique, social et environnemental (Cese), Aminata Touré dite Mimi Touré, « fera partie de ceux qui vont s'opposer à un 3e mandat de Macky Sall et va rejoindre le camp de ceux qui vont s'opposer ». La révélation a été faite par Me Moussa Diop, ancien Directeur général de la société publique de transport urbain Dakar Dem Dikk (DDD), limogé à son poste.

« Mimi Touré, qui a occupé de hautes responsabilités dans ce pays, fera et je ne dis pas devra, mais fera partie de ceux qui vont s'opposer à un troisième (3e) mandat et va rejoindre le camp de ceux qui vont s'opposer », a déclaré l'ancien leader de la coalition Macky2012, membre de la mouvance présidentielle.

Invité du Grand Jury de Rfm de ce dimanche 27 décembre 2020, Me Moussa Diop qui a révélé être en contact permanent avec Mimi Touré, est d'avis que cette question du 3e mandat n'est pas une chasse gardée de l'opposition. « C'est une affaire des compagnons de première heure du président de la République qui veulent le respect de la parole publique », a-t-il souligné.

Limogé à son poste de Dg de DDD après avoir déclaré dans l'émission Sen Show de la SENV, que le « 3e mandat est un coup d'Etat constitutionnel », le leader du parti Alternance Générationnelle/Jotna campe sur sa position. « Je serai avec tous les patriotes de ce pays pour restaurer la République et empêcher un 3e mandat du président Macky Sall. Que ça soit claire. On ne peut pas me faire changer d'avis », a-t-il précisé.

« Macky Sall s'est prononcé clairement en 2017 disant que : 'premier mandat, c'est le septennat' »

« J'ai été avec lui, il est encore mon président de la République jusqu'en 2024. Je sais ce que beaucoup de gens ne savent pas et je ne violerai aucun un secret », a fait savoir Me Diop.

Qui a rappelé qu' : « avant même qu'il (Macky Sall) soit président de la République, il s'est prononcé à Diamalaye (Dakar) avec l'image de la première de Tabaski, 'Non à un troisième mandat', sachant que l'autre (Me Abdoulaye Wade) avait le principe de la rétroactivité qu'il a utilisé. Une fois président de la République, il s'est prononcé encore en 2017 disant très clairement : mon premier mandat, c'est le septennat. "Arrivé en 2019 par la grâce de Dieu, si vous me renouvez, ce sera mon dernier mandat et il faudra partir" ».

Source : Leral.Net

CMDT : Dr Nago Dembélé à Koutiala



Le geste le plus important dans le monde rural et qui valorise un paysan est l'humilité, la proximité et la solidarité. Le tout nouveau Président Directeur Général de la Compagnie Malienne pour le Développement et de textile HOLDING, Docteur Nago Dembélé, a sacrifié à la tradition.

Ce vendredi 25 décembre 2020, il s'est rendu à Koutiala (grande zone de production du coton grain) pour présenter aux populations de la localité, ses condoléances émues et celles de l'ensemble du personnel de la CMDT et des hautes autorités suite aux décès de deux grandes personnalités motoculteurs de la filiale nord Est. Il était accompagné par une forte délégation de la filiale de Koutiala.

La première étape de ce déplacement combien important a été consacrée à Ntarla, où repose désormais feu Solomane Mallé médaillé du mérite agricole, chef de village des lieux. Ntarla à cause de sa situation géographique stratégique abrite la toute première grande station de recherche des variétés de coton. L'illustre défunt de son vivant était un grand rassembleur, un homme charismatique et légitime. Un leader coutumier et grand cotonculteur.

Dans la seconde étape de sa visite, Dr Dembélé s'est rendu à Wolobougou pour prendre part aux cérémonies funèbres d'un autre baobab et leader cotonculteur feu Mamadou Coulibaly. Le défunt était une personnalité très influente de la localité et sa voix légitime portait très haut les messages de mobilisation des producteurs et productrices de la zone d'où son élection par ses populations au poste de secrétaire de leur AV (Association villageoise).

Assurer, rassurer, mobiliser et relancer la culture du coton ; permettre au Mali de reprendre sa place de premier pays producteur de coton, passera par l'adhésion, le soutien et l'accompagnement du monde rural à la première personnalité de leur filiale (un homme légitime et charismatique).

Dr Nago Dembélé est le portrait-robot pour relever ce défi qui n'est pas au-dessus de ses compétences. Fils de paysan, Agro-économiste, carnet d'adresses très riches (agences des Nations Unies, Union Européenne, USAID...), professeur à l'université de Michigan, très sérieux dans le travail, un grand rassembleur, homme d'expérience et intègre. Bien accompagné dans sa mission, l'homme discret est toujours disponible pour répondre présent avec loyauté à servir sa patrie, Dr Nago Dembélé est une vraie chance pour la CMDT.

Unité et solidarité du personnel de la CMDT autour de Dr Dembélé, serait

Tombouctou : La MINUSMA poursuit le renforcement des capacités de l'Armée malienne reconstituée



Le 16 décembre dernier, le Secteur Ouest de la Force de la MINUSMA a lancé une seconde formation de renforcement de capacités au profit de 43 éléments du bataillon de l'Armée Reconstituée du Mali déployé à Tombouctou. La formation est dispensée par des instructeurs du contingent ivoirien des Casques bleus présent dans la Cité des 333 Saints.

Au cours de cette formation, les stagiaires recevront des instructions supplémentaires sur les connaissances militaires de base, les compétences militaires individuelles et les droits de l'homme. La formation, qui se déroule au camp intégré de la Mission onusienne, concernera au total 130 soldats. Elle durera quatre mois. La résolution 2531 (2020) adoptée par le Conseil de sécurité de l'ONU, demande à la MINUSMA d'appuyer la mise en œuvre des mesures de défense et de sécurité prévues par l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali. Pour rappel, le 9 décembre dernier, 37 autres éléments de l'Armée malienne reconstituée avaient déjà achevé cette formation au Camp intégré de la MINUSMA.

Source : Bureau de la Communication Stratégique et de l'information publique de la MINUSMA

gage de renouvellement du contrat social, et de confiance entre nos autorités et les cotonculteurs.

Mamadou Camara Madou's

Abonnez vous à votre journal numérique

Malikilé

pour recevoir les dernières informations

Whatsapp : 70 44 22 23

Email : ampikile@gmail.com / Site : www.malikile.com

Mali : Les « hybrides » toujours en action



On se rappelle encore de l'époque du Code de la Famille au temps d'ATT, qui avait rencontré une forte résistance, parce que les questions juridiques ont été prises en otage par les sectes religieuses qui mettaient le pied sur la scène politique, là où leurs leaders ont échoué à être des valeurs morales et des ponts qui lient les différentes tendances sociales.

Au temps de Boubeye comme PM, des manuels pour instruire sur le phénomène de l'homosexualité, ont été rejetés avec les théories de complot pour pervertir nos sociétés selon les tenants de ces théories. Mahmoud Dicko avait réactivé encore la cabale et les Maliens ont lutté contre quelque chose dont la plupart ignorent le contenu.

Aujourd'hui, après que chacun a pris sa position, les mêmes sujets basés sur le genre reviennent. À l'heure actuelle, quand on parle du Mali ou si on veut participer, il faut soit, s'approcher des militaires de la junte, ou les groupes armés, ou encore le très éclairé Mahmoud Dicko.

Le sujet est revenu, parce qu'il est de coutume chez nous de combattre quelque chose pour ensuite être le défenseur. Le griot de la république au temps d'IBK avait traité son régime de tous les maux de l'univers, pour ensuite être son défenseur de premier plan. IBK nous avait averti que c'est un petit monsieur.

Tous ces hommes politiques avec qui Mahmoud Dicko mangeait pour leur couper la main tendue ensuite, risqueront d'avoir raison sur lui. Parce qu'on ne place pas ses intérêts dans une entreprise pour combattre l'entreprise après.

Aujourd'hui Mahmoud Dicko circule dans une Range rover velar, avec cortège, et pourtant c'est le porte-parole des sans voix dans un pays de misère.

Au mieux, ils feront ce qu'ils savent faire : c'est à dire trouver d'autres termes et concepts pour faire glisser les lois en douce, ou faire l'autre qui ne tue personne au Mali : le ridicule.

Nous aimons tous le Mali, mais nous sommes déterminés à ne voir que le côté qui nous arrange sur le moment. Donc nous avançons d'un pas, pour reculer de huit. C'est également pour cela que nous sommes tous déçus après nos tentatives. Nous recommençons toujours les mêmes scénarios qui ont été catastrophiques pour nous de par le passé.

DIEU LE MALI MA CONSCIENCE

Touré Abdoul Karim

Mali : Démenti du ministère de l'Économie et des Finances relatif à une rumeur de difficultés dans le paiement des salaires



Le ministère de l'Économie et des Finances informe l'opinion qu'un faux message, attribué au Trésor Public du Mali, faisant état de difficultés dans le paiement des salaires, circule sur les réseaux sociaux. Contrairement à cette rumeur, il n'y a aucun problème de paiement des salaires des agents de l'Etat au Mali. Les salaires sont normalement payés pour le mois de décembre 2020. Le ministère de l'Économie et des Finances rassure l'ensemble des agents de l'Etat et sait compter sur leur bonne compréhension. Joyeuses fêtes de fin d'année à tous. Bamako, le 24 décembre 2020.

Ministère de l'Économie et des Finances

Bourse de l'emploi et de la formation professionnelle : La 3ème édition est lancée à Bandiagara



L'emblématique cité de Nangabanou TEMBELY (Bandiagara) vit depuis ce matin au rythme de la 3ème édition de la Bourse de l'Emploi et de la Formation Professionnelle. Un événement national et biennal dont le coup d'envoi a été donné par le Ministre de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, M. Mohamed Salia TOURE à la Maison des Jeunes de Bandiagara en présence des autorités administratives, politiques et coutumières. Cette Bourse, qui se tiendra du 26 au 28 décembre 2020, a mobilisé toutes les structures du Département et leurs partenaires techniques et financiers (Union européenne, Projes, GIZ, Toguna). Le Ministre TOURE, après avoir lancé la 3ème édition, a visité les différents stands des structures du Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle et des partenaires où des professionnels du secteur de l'Emploi et de la Formation Professionnelle expliquent aux visiteurs les créneaux porteurs et les nombreuses offres et opportunités d'emplois et de formation professionnelle.

Maître Alassane Diop explique : Usages et mésusages du terme attaque AD HOMINEM par opposition à attaque AD PERSONAM



Je suivais un débat intéressant sur Facebook lorsque j'ai vu un internaute faire irruption dans le forum en prenant la défense d'un débatteur copieusement insulté et dénoncer des attaques « ad hominem ». C'est devenu courant, même dans le milieu judiciaire, chaque fois qu'un intervenant est insulté dans sa chair, il s'empresse de dénoncer des attaques « ad hominem » à son encontre alors qu'il s'agit en réalité et plus exactement d'attaques « ad personam ».

Le philosophe allemand SCHOPENHAUER nous a fourni la distinction formelle entre ces deux types d'attaques dans son magnifique ouvrage « L'art d'avoir toujours raison ».

Ce sont deux attaques qui sont confondues, la première généralement prise pour la seconde lorsqu'elles ne signifient pas du tout la même chose. L'une, ad personam, me semble totalement inconcevable tandis que l'autre ad hominem que la majorité des gens condamne, me semble totalement admissible.

Pourquoi ?

Parce que par attaque ad personam, il faut entendre tous les propos désobligeants, injurieux, irrévérencieux, sur son physique, ses croyances pour ce que l'interlocuteur représente, son titre et fonctions sociales, son statut social, ses orientations sexuelles, ses engagements, etc. comme pour le traiter de sous homme ou d'indigne. L'interlocuteur est traité de tous les noms d'oiseau. Il y a eu des exemples célèbres d'attaques ad personam dans la politique malienne, Alpha O KONARE, feu Maribatourou DIABY, Oumar MARIKO, etc.

Si l'attaque ad personam vise la personne physique de l'interlocuteur, l'attaque ad hominem en revanche vise sa cohérence ou plutôt son incohérence dans ses déclarations, dans sa conduite personnelle et dans les propos qu'il a l'habitude de tenir. L'incohérence des propos tenus par une personne peut lui être valablement opposée s'il y a lieu. Les exemples en politique sont Indénombrables et sur internet des perles circulent sur ce qu'un tel a dit hier et le contraire qu'il tient aujourd'hui. Je termine en rappelant tout simplement à mes lecteurs que la force ou la véracité d'une idée ne dépend pas de la personne des contradicteurs ou de leurs contradictions propres. Il s'agit tout simplement ici de stratagèmes utilisés par les sophistes pour remporter un débat et frapper les mémoires.

Je voudrais simplement que l'on perçoive la nuance et aider à pourvoir

In memoriam : Le président Soumaïla Cissé, une vie de combattant



Du Président Soumaïla CISSE, le professionnel, le père de famille, l'homme d'État, le chef de parti, le chef de file de l'opposition politique du Mali, bref l'homme tout court. Nous retenons le modèle de l'éducation et la formation du système éducatif du Mali.

Compétent ; Intégré ; Sociable ; Rigoureux ; Élegant ; Courtois ; Généreux ; Prolifique... Tous ces qualificatifs, il les a incarnés à lui seul dans les différents pans de son être pluriel et puriforme.

Niafunké, Bamako, Dakar, Paris, Ouagadougou garderont éternellement les traces du passage indélébile du Président Soumaïla CISSE.

La mort, tu es brutale.

Oui tu l'es. Par ta brutalité, tu surprends.

Mais sache que le Président Soumaïla CISSE avait une conscience claire de sa finitude comme tout musulman.

Son parcours laborieux et son œuvre bréviaire de combattant de la paix, de la liberté et du progrès économique représentent la preuve de sa victoire sur toi, la mort.

Le Président Soumaïla CISSE est désormais éternel au triple plan professionnel, socio-politique et intellectuel.

La sphère politique est le lieu où le Président Soumaïla CISSE a prouvé toute sa sagesse faite de grande humilité et de dignité enviable dans la défaite comme dans la victoire.

Le Président Soumaïla CISSE, le Dalai Lama de la politique malienne, n'a jamais perdu son légendaire sourire même dans les épreuves les plus rudes de son existence.

Monsieur le Président Soumaïla CISSE, vous avez décidé de partir humblement comme vous avez vécu sans jamais nous quitter du tout grâce au riche et unique héritage légué aux jeunes générations du Mali et d'Afrique.

Monsieur le Président Soumaïla CISSE, vous nous devancez ainsi pour retrouver l'honorable Kalifa DOUMBIA, Baba Djeli, madame BOUNDY, Baba SOW...

Au revoir Chef.

Et merci pour tout pour le Mali et l'Afrique.

**Par M. Seydou CISSE, un collaborateur
apprenant de votre Cabinet**

identifier le type de stratagèmes dans une controverse ou un débat, de pouvoir les dénoncer ou d'en user à son tour, hélas, si l'on est obligé.
Me Alassane Aldior DIOP



SAER GROUP C'EST:

+ de 400 collaborateurs

aux nationalités multiples, répartis au sein de
26 sociétés, qui oeuvrent tous au rayonnement
de la marque SAER.

SAER GROUP



OFFICE CENTRAL DE LUTTE
CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE

==000==
SECRETARIAT GENERAL *[Signature]*
==000==

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

==000==

Bamako, le 11 décembre 2020



COMMUNIQUE
DE L'OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE
L'ENRICHISSEMENT ILLICITE (OCLEI)

Le Président de l'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI) informe l'opinion nationale et internationale que le Conseil de l'OCLEI a décidé, le 10 décembre 2020, de transmettre au Procureur du Pôle économique et financier de Bamako deux dossiers de cas présumés d'enrichissement illicite concernant un ancien ministre et un ancien maire.

Le Président de l'OCLEI précise que d'autres dossiers sont en cours de traitement et feront l'objet de transmission à la justice.



Le Président,

[Signature]
Moumouni GUINDO
Chevalier de l'Ordre national

Mohamed Kagnassy chez nos confrères de Mali

Tribune : « Je recommande la création des unités agroalimentaires pour limiter le gaspillage »

Tirant le bilan de l'année 2020, marquée par les effets du Coronavirus, l'expert au développement rural, Mohamed Kagnassy estime que face à la crise, la bonne réponse n'est pas de croiser les bras. Mais plutôt de redoubler d'efforts pour ne pas se laisser vaincre. Si les effets de la crise sur le monde agricole ont été atténués jusque-là, c'est parce que des acteurs du secteur sont restés engagés. Bien que plaidant pour l'agro technologie, il a insisté sur l'accélération de l'implantation ou la relance des unités agroalimentaires afin de limiter les gaspillages et favoriser la conservation



L'année 2020 a été marquée par les effets de la COVID 19 avec notamment des répercussions sur le secteur agricole. Que faut-il concrètement pour atténuer lesdites répercussions sur les moyens de subsistance des agriculteurs en Afrique ?

Il faut d'abord dire que la population rurale africaine qui constitue l'essentiel de la main-d'œuvre agricole a été relativement préservée de la COVID-19. Cela a été un avantage non négligeable pour le secteur agricole africain, notamment pour celui ouest-africain. Les productions agricoles locales ont donc continué

en dépit de la pandémie. Il y a aussi que pas mal de stratégies ont été adoptées permettant aux acteurs agricoles de s'adapter à la crise et de faire face à ses répercussions. Le transport des produits agricoles est par exemple resté maintenu en dépit des mesures de restriction sur le transport national et international prises par les États. La production et la commercialisation des produits vivriers, notamment le riz et des légumes ou tubercules comme le manioc, n'ont donc pas assez souffert des effets de la COVID-19. Toutefois, dans certains pays, des filières comme celle de la pomme de terre ou de la banane ont été frappées de plein fouet par la pandémie à cause

du dysfonctionnement des hôtels et restaurants. La production avait ainsi perdu une partie de ses preneurs. La situation a aussi été dure pour les cultures exclusivement destinées à l'exportation comme le café ou le cacao.

On a certes eu des difficultés, notamment dans l'importation des intrants agricoles. Cela, à cause de la perturbation de la chaîne de production mondiale et sous-régionale. Mais globalement, le secteur agricole a tenu bon. Le pire annoncé n'est pas arrivé. Mais, étant donné que nous faisons face à une crise avec plein de rebondissements, il faut toujours se préparer au pire. Il faut donc plus de parte-

riarié entre les producteurs et les consommateurs. Surtout des partenariats signés au-delà des frontières nationales. Dans la sous-région ouest-africaine, les agriculteurs peuvent profiter du fait que les pays ne produisent pas forcément les mêmes produits agricoles. Il faut aussi développer la chaîne de valeur agricole et se servir de la technologie pour accélérer notre agriculture. En réalité, les méthodes de production agricole traditionnelle ont montré leurs limites depuis longtemps, et je suis convaincu que l'agrotechnologie est l'un des principaux moyens qui vont permettre à l'Afrique d'assurer son développement agricole. Pour le moment, les innovations dédiées à l'agriculture souffrent certes de notoriété ou de manque d'accompagnement, mais ce n'est qu'une question de temps.

Par ailleurs, il faut dire que cette crise nous apprend également qu'il faut accélérer l'implantation ou la relance des unités agroalimentaires. Cela contribuera à limiter les gaspillages et à favoriser la conservation.

Il faut aussi dire que derrière une mauvaise saison agricole, ce qu'on craint surtout c'est la pénurie alimentaire. Mais il faut se rappeler que le risque de pénurie alimentaire en Afrique n'est pas seulement lié aux effets de la COVID-19. D'ailleurs, à mon avis, la COVID-19 n'est pas la menace majeure de l'agriculture et de l'alimentation en Afrique. Loin de là. Avant le coronavirus, il y avait les effets du changement climatique, la menace des insectes en Afrique de l'Est, la dépendance à l'extérieur pour beaucoup de produits alimentaires... Au-delà du coronavirus, nous devons faire face à ces problèmes.

Vous êtes le PDG de la Smartphone guinéenne Kobiri à partir de laquelle vous êtes en train de promouvoir l'innovation et la technologie agricoles dans ce pays. Pouvez-vous nous faire le point de la révolution verte en Guinée à travers l'agrobusiness, la digitalisation et la modernisation ?

Kobiri est plutôt une plateforme hybride web et mobile qui donne accès à des services et produits du monde rural, c'est-à-dire l'agriculture, l'élevage, la pisciculture. Il s'agit là de l'illustration même de la technologie au service du monde rural. Agrobusiness, moderni-

sation, digitalisation, à l'ère de la révolution numérique, je crois que ces termes doivent aller ensemble. Nous sommes dans un monde qui se numérise fortement et le secteur agricole n'est pas du reste. Nous sommes convaincus que la digitalisation a bien sa place dans le processus de modernisation de notre agriculture.

Vous avez été plusieurs fois classé par divers magazines africains et d'ailleurs comme faisant partie des 100 personnalités qui font bouger l'Afrique. Et, récemment vous avez été classé à Accra parmi les 50 personnalités qui font promouvoir le digital. Quelle peut être la place de la recherche dans le développement rural en Afrique ?

En Afrique ou ailleurs, la recherche a toujours été un élément essentiel à l'évolution de la production agricole en particulier, et du monde rural en général. Malheureusement, dans certains de nos Etats, la recherche est l'un des parents pauvres du secteur. La recherche est surtout handicapée par les problèmes de financement et la rareté des expertises. Pourtant, le développement de la recherche nous permettrait de bien exploiter nos potentialités agricoles. Il faut tout de même noter des exemples à citer comme l'Institut sénégalais de recherche agronomique. J'ai été vraiment impressionné par le travail de l'équipe du Dr Ousmane Sy sur les semences améliorées de mil. C'est des exemples à encourager.

Il n'est un secret pour personne que l'année 2020 a été paralysée par la pandémie. Par contre vous êtes toujours resté constant et engagé pour le secteur agricole en Afrique. Quels peuvent être les partenariats et autres coopérations que vous avez tissés pour la relance du développement rural africain ?

Face à une crise, je crois que la bonne réponse n'est pas de croiser les bras. C'est dans une telle situation qu'on doit plutôt redoubler d'efforts pour ne pas se laisser vaincre. Si les effets de la crise sur le monde agricole ont été atténués jusque-là, c'est parce que des acteurs du secteur sont restés engagés. Ils sont restés engagés pour sauver leur travail, mais aussi pour nourrir le monde. En ce qui me

concerne, il faut d'abord rappeler que durant une bonne partie de cette année, les déplacements étaient limités. La plupart des contacts avec nos partenaires ont été virtuels. Nous avons néanmoins eu des échanges fructueux avec de nouveaux partenaires dont des représentants du COPIA (Programme coréen international d'agriculture).

Quelles sont les perspectives pour 2021 ?

Il y a tellement d'incertitudes autour de la pandémie de coronavirus que les perspectives sont davantage incertaines. Pour le moment, l'Afrique est relativement épargnée par le virus. Mais le problème c'est que nous sommes dans un monde globalisé. Tant que ça ne va pas chez les autres, ça n'ira pas parfaitement chez nous. Néanmoins, nous profitons de l'avantage que nous avons de n'avoir pas été durement touchés par le virus pour préparer les campagnes agricoles 2021. Après une année 2020 fortement perturbée, nous devons œuvrer pour la réussite de cette campagne agricole. Même si tout dépend de la suite de l'évolution de la pandémie. Mais avec les vaccins annoncés, j'espère que les choses iront pour le mieux.

Avant la pandémie, nous avons déjà amorcé le projet de mécanisation de l'agriculture pour tous. Nous allons poursuivre ce projet dans les prochaines années. Et, tirant les leçons de la pandémie, nous allons davantage œuvrer, entre autres en faisant du plaidoyer, pour que l'agriculture soit désormais la priorité d'investissement de nos Etats. Conscients de la place de la recherche dans le développement agricole, nous allons également faire des plaidoyers auprès des Etats et des institutions pour soutenir nos centres de recherche. Mécaniser l'agriculture, investir dans la chaîne de valeur, encourager la recherche et la formation, développer le stockage, chercher des financements pour implanter plus d'unités de transformation agroalimentaire... voilà un résumé des perspectives pour 2021 et les années suivantes.

**Entretien réalisé par A.D
Source : Mali tribune**

Mali : Hommages et réactions émues après la mort de Soumaïla Cissé



Soumaïla Cissé est décédé, vendredi 25 décembre, à Paris où il était soigné après avoir contracté le Covid-19. Plus que tout autre quartier à Bamako, Badalabougou est en deuil. L'ancien chef de l'opposition au Mali y avait établi sa maison familiale. C'est également le quartier du siège de son parti, l'Union pour la république et la démocratie (URD), qui salue sa mémoire. À Niafunké, la ville de son enfance, l'émotion est grande aussi.

Avec notre correspondant à Bamako, Kaourou Magassa

Devant la maison de la famille Cissé, dans le quartier de Badalabougou, une tente a été montée à la hâte pour accueillir les nombreuses personnalités et anonymes qui affluent. Le décès brutal de Soumaïla Cissé, à l'âge de 71 ans, est vécu comme un choc. Les mots de réconfort et de condoléances à destination de sa fratrie s'enchaînent. Amadou Al-housseini Touré, le beau-frère du défunt, est abasourdi :

« C'est l'oncle de mes enfants. Je ne peux rien dire d'autre que la perte incommensurable pour nous, pour la famille, pour le Mali. Mais je pense en ce moment surtout à son épouse Assa, à Paris, je pense

à ses quatre enfants. »

« MALGRÉ TOUT CE QU'IL A SUBI, L'HOMME EST RESTÉ DEBOUT, AU SERVICE DU MALI, DE LA DÉMOCRATIE »

Outre un père de famille, Soumaïla Cissé était une personnalité de premier plan au Mali et dans le quartier surtout. À Badalabougou, tout le monde le connaissait. Mahoumoudou Al-diana Bangou, partisan et sympathisant de Soumaïla Cissé depuis 2002, se rappelle son humanisme. Il en parle encore un peu présent: « Dès qu'il vous croise, qu'il vous connaisse ou qu'il ne vous connaisse pas, on dirait que ce n'est pas un Malien. Soumaïla ressemble plus à un Américain. À chaque fois que vous rencontrez un Américain, il vous rencontre avec un gros sourire, il vous dit " Hi ! " et vous avez l'impression de le connaître. Soumaïla Cissé avait ce style-là. »

Jusqu'à la tombée de la nuit, des dizaines de personnes étaient encore présentes devant la maison familiale. Tous attendent le retour de la dépouille de Soumaïla Cissé pour lui rendre un dernier hommage lors des funérailles, dont

la date n'a toujours pas été annoncée.

Né à Tombouctou, c'est à Niafunké que Soumaïla Cissé a grandi. Cette ville est devenue son fief. Et aujourd'hui, on pleure sa disparition. « Soumaïla, c'est le fils de Niafunké. Soumaïla, c'est tout Niafunké. Tout Niafunké se retrouve en Soumaïla. Quand on dit Niafunké, c'est Soumaïla. Quand on dit Soumaïla, on pense automatiquement à Niafunké. Voyez ce que cela fait quand vous perdez un chef comme ça », explique Samba Bah, le maire de Niafunké.

Samba Bah, maire de Niafunké
David Baché

Boubacar Karamoko Coulibaly, vice-président de l'Union pour la république et la démocratie, parle de « l'héritage » laissé par Soumaïla Cissé. Cet héritage, « c'est d'abord le sens du combat qu'il a mené sur le plan politique : l'amour de la patrie, l'engagement pour le pays. Malgré tout ce qu'il a subi, l'homme est resté debout, au service du Mali, de la démocratie ». Boubacar Karamoko Coulibaly l'assure : « Son combat ne sera pas vain. »

Source : RFI

Échange entre Mohamed Salia Touré et Youssouf Toloba : De bon augure pour la paix ?



En marge des activités de la 3ème Edition de la Bourse de l'Emploi dont la cérémonie d'ouverture s'est tenue le samedi 26 décembre 2020 à Bandiagara, le ministre de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, Mohamed Salia Touré, a rencontré Youssouf Toloba, chef de la milice dogon Dan Na Ambassagou, dans un petit village à quelques kilomètres de la ville de Bandiagara.

Les échanges ont porté sur la paix et l'entente dans le centre du Mali en proie à une insécurité grandissante du fait des forces du mal, alimentée par des tensions intercommunautaires. Ils ont en outre permis au ministre Touré de s'imprégner pleinement des demandes, des attentes et difficultés auxquelles sont quotidiennement confrontés les acteurs de la Région, notamment les femmes et les jeunes.

Par ailleurs, le ministre Mohamed Salia Touré s'est sans doute voulu un peu modeste sur la question, car rencontrer un tel acteur du centre est toujours un pas de plus posé dans le sens de la paix et du vivre-ensemble qui caractérisent notre société, si riche dans sa diversité et sa culture. Est-ce aussi la preuve que Youssouf Toloba, pas plus que n'importe quel autre citoyen malien, n'a à se sentir abandonné dans son propre pays par les autorités ! Ou un message d'apaisement après la récente prise de parole du chef milicien.

Cette approche du ministre s'inscrit donc dans le cadre de la volonté d'une recherche de paix et de cohésion nationale, gages de la stabilité et pour laquelle concourent les actions du département de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, à savoir donner des opportunités de formation et d'emploi aux jeunes maliens

qui, faut-il le souligner, sont le plus souvent victimes de la précarité au quotidien, les exposant ainsi au risque de recrutement par les djihadistes qui les appâtent sur ce terreau fertile qu'est la pauvreté.

Oui, les jeunes maliens aspirent à leur épanouissement à travers un emploi décent, au développement de leurs localités et de leur pays, et le Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle n'a pas d'autres vocations que de contribuer à cela partout au Mali, de Kayes à Kidal. Le fait même que cette 3ème Edition de la Bourse de l'Emploi et de la Formation Professionnelle se tienne à Bandiagara, dans le contexte sécuritaire que l'on connaît, est une assurance donnée à la jeunesse du centre que désormais « nul ne sera abandonné sur le quai ».

Écoutons le ministre Mohamed Salia Touré



pour parler des enjeux de l'entretien qu'il a eu avec Youssouf Toloba : « Cet échange riche, franc et sincère s'inscrit tout particulièrement dans le cadre de la volonté d'une recherche d'approche durable de la Paix, de la cohésion nationale et de la stabilité de la nation, pour laquelle concourent les actions de mon département... Nos échanges ont porté sur la paix et l'entente dans une région où la majeure partie de la population, lasse des tensions depuis de nombreuses années, aspire au déve-

loppement, à l'épanouissement sociale et à l'émergence des activités économiques dont les premiers bénéficiaires pourront être les jeunes et les femmes.

Pour impacter sur le taux de chômage des jeunes, et surtout pour donner une opportunité aux 791000 jeunes qui ne sont ni en situation d'éducation, ni en situation de formation et d'emploi, le Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle a récemment offert pour l'année académique 2020-2021, 610

bourses de formation aux jeunes.

C'est aussi dans cette même dynamique qu'il prépare activement l'ouverture, dans quelques jours, du Centre de Formation Professionnelle de Sénou construit, équipé et inauguré depuis 2018, mais qui était jusqu'ici resté fermé, bien que les formateurs destinés à y enseigner aient été formés jusqu'en Chine ! Faire aujourd'hui de l'ouverture et du fonctionnement de ce centre l'une des priorités de son département est un véritable challenge que le jeune ministre Mohamed Salia Touré vient de relever. Aussi, pour un effectif de 100 places réservées pour la rentrée 2020-2021, le département de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, toujours sur engagement du Salia Touré, va prendre en charge, sous forme de subvention, les frais de formation, soit 100.000FCFA contre 200.000FCFA pour les étrangers, pour chaque jeune malien sélectionné à la suite d'un avis d'appel à candidature désirant se former dans ce centre !

Avec Mohamed Salia Touré, la jeunesse malienne jouera-t-elle sa partition, et toute sa partition, dans le développement du Mali ? Les premiers indices sont prometteurs.

■ Yama DIALLO



Révision de la loi sur l'enrichissement illicite : Le nief des organisations engagées dans la lutte contre la corruption !



La semaine dernière, dans un article intitulé : « Faut-il désespérer des autorités de la transition ? », Malikilé vous faisait part de l'opposition de la Coalition des Organisations de la Société Civile engagées dans la lutte contre la corruption à toute révision de la loi sur l'enrichissement illicite au Mali,

laquelle a fait savoir cela au président de la transition, à travers une lettre ouverte à lui adressée. Ce dernier serait sans doute dans une logique autre que celle à laquelle il a souscrit devant les maliens le jour de son investiture, à savoir une « lutte implacable contre la corruption sous toutes ses formes »,

vu qu'il avait déjà été saisi sur la question depuis le 30 novembre dernier par la présidente de la Communauté de Pratique en matière de Lutte contre la Corruption, soit près de deux semaines avant la lettre ouverte de la Coalition des organisations de la Société Civile ! En effet, dans des correspondances adressées aux autorités de la transition, notamment au Président Bah N'Daw, au Vice-président Assimi Goita, et au Premier ministre Moctar Ouane, le 30 novembre dernier, Mme Traoré Mariétou Sène, Présidente de la Communauté de Pratique en matière de Lutte contre la Corruption, écrivait : « Dans les débats animés par certains responsables de l'UNTM et selon des sources bien informées, nous sommes surpris d'apprendre qu'une relecture de la loi sur l'enrichissement illicite est en cours par voie d'ordonnance. En tant qu'association de lutte contre la corruption, nous estimons que cette voie a été délibérément choisie pour une réforme en catimini excluant les éléments de participation obligatoirement prévus dans la procédure d'adoption par voie parlementaire. Par la présente, nous protestons et nous nous opposons à toute relecture de cette loi sans l'implication des associations de lutte contre la corruption et l'enrichissement illicite. Vous sachant résolument engagé dans la lutte contre l'enrichissement illicite et la protection des maigres ressources du pays, nous restons convaincus que vous prendriez des dispositions pour arrêter de pareilles entorses aux droits des citoyens. Espérant qu'un avis favorable sera réservé à notre requête, nous vous prions de croire l'expression de notre considération distinguée ».

L'optimisme ou la foi de Mme Traoré Mariétou Sène, quant à l'engagement des autorités de la transition dans la lutte contre l'enrichissement illicite et la protection des maigres ressources du pays, semble avoir pris un sacré coup, car au lieu d'agir au mieux des intérêts du Mali et des Maliens, celles-ci sont en train de manœuvrer dans l'ombre comme bon leur

semble, et tant pis pour le peuple ! En effet, les autorités de la transition, sous la houlette de Bah N'Daw, sont loin de renoncer à la relecture de la loi sur l'enrichissement illicite au Mali. Au contraire, elles continuent dans la voie de cette entreprise à la limite mafieuse dans un seul but : protéger leur arrière, vu que la preuve a été faite depuis le début de cette transition qu'elles ne donnent pas d'exemple en matière de bonne gouvernance et de lutte contre la corruption !

D'où la sortie de la Coalition des Organisations de la Société Civile contre la Corruption et la Pauvreté (COSCLCCP), à travers une lettre ouverte adressée le 11 décembre dernier à Bah N'Daw, contre cette relecture « non inclusive » de la loi sur l'enrichissement illicite par ordonnance prise en Conseil des Ministres ! En effet, la Coalition des Organisations de la Société Civile contre la Corruption et la Pauvreté demande, elle aussi, aux autorités transitoires l'arrêt immédiat de ce processus dont la finalité est de saper les efforts de l'Office Central de Lutte contre Corruption et l'Enrichissement Illicite (OCLEI) !

« La coalition des Organisations de la Société Civile pour la Lutte contre la Corruption et la Pauvreté (COSCLCCP) a appris avec stupéfaction la relecture non inclusive de la loi sur l'enrichissement illicite et l'intention de la faire passer par ordonnance en Conseil des Ministres. La Coalition des Organisations de la Société Civile condamne avec la dernière énergie ce frein à la lutte contre la corruption et l'impunité et demande l'arrêt immédiat du processus. Les acquis de la démocratie doivent être préservés à tout prix, notamment la loi sur l'enrichissement illicite qui est une référence en Afrique, mais aussi une fierté nationale. La Coalition estime que les éléments de partici-



pations ne sauraient être limités aux seuls SYNTADE et UNTM, au risque de créer d'autres remous sociaux autour des lois de la République », s'offusquaient ainsi les responsables de la Coalition, qui recommandent un processus inclusif et indépendant dans lequel les acteurs de la société civile seront impliqués à tous les niveaux.

Comme souligné dans ces mêmes colonnes, ces tractations au sommet de l'Etat et du fait de ceux-là qu'on croyait en mesure de faire du « Mali-kura » une réalité doivent interpeller tous les maliens soucieux du devenir et de l'avenir du Mali. Elles constituent un parjure aux antipodes des engagements de Bah N'Daw pour ce qui concerne la lutte contre la corruption, mais aussi une trahison contre le peuple malien dans la mesure tout ceci ne vise qu'à plomber, et les efforts, et le champ d'action de l'Office Central de Lutte contre l'Enrichissement Illicite (OCLEI). Cet outil puissant et

efficace dans la lutte contre la corruption et l'enrichissement illicite qu'on veut aujourd'hui saborder pour uniquement faire plaisir à l'UNTM (Union Nationale des Travailleurs du Mali) et à la SYNTADE (Syndicat des Travailleurs de l'Administration d'Etat), fortement opposés à l'OCLEI pour des raisons que tous les maliens connaissent !

Tout laisse aujourd'hui croire que les acteurs de cette se soucient peu de la préservation des deniers publics ! Face à l'incurie de cette équipe transitoire, les Maliens doivent se lever, dans un sursaut national, pour reprendre l'initiative et prendre les choses en main pour enfin donner corps et âme au changement tant voulu et pour lequel IBK et son régime ont été chassés !

■ Yama DIALLO

malikile.com
LE QUOTIDIEN D'INFORMATIONS GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉ ET DE PUBLICITÉ

La première Plateforme de Distribution de communiqués et de relation médias et bien d'autres services ! *

MIGRATION IRREGULIERE :
48 MALIENS PERISSENT EN MER



Crise sociopolitique : Sale temps pour les religieux politiciens

Des attaques d'une ampleur rare et de nature nouvelle ciblent depuis quelques jours, ceux-là qui ont incarné aux yeux des centaines de milliers de Maliens la droiture, le changement, la mesure et les valeurs de probité. Les dernières évolutions de la scène politique ont creusé davantage le fossé entre le peuple et les acteurs politiques. Aujourd'hui, il semble que ce fossé se creuse indubitablement avec les chefs religieux qui ont osé s'immiscer dans la sphère politique. Des activistes, alliés de dernières minutes devenus antagonistes, aux nombreux profils anonymes, se dessinent contre des leaders religieux, un front anti « prêche politique ».

Au premier rang des plus critiqués le charismatique imam Mahmoud Dicko. Des commentaires jugés souvent trop sévères se font sentir depuis quelques temps. Faiseur et tombeur de roi, pour certains, « il a fait IBK, il l'a défait » pense de lui, Mohamed Youssouf Bathily, dit Ras Bath, porte-parole du Collectif pour la Défense de la République, qui estime que « ce n'est pas une histoire religieuse, ni musulmane ». Au sujet de l'imam « je demande pardon à tous mes sympathisants de leur avoir demandé de suivre sa doctrine, ce n'est pas une musulmane » aggrave le chroniqueur. L'imam est à tort ou à raison, mis sous orbite. Et cela ne date pas d'aujourd'hui : « son appel au calme, à la retenue à l'endroit des manifestants du M5-RFP quand ils vou-

laient en finir avec le régime d'IBK par la force, relève d'une très haute stratégie politique, écrivait récemment un homme politique à son propos. Toutefois, de tous ces commentaires et propos à son égard, l'imam affiche une allure sereine.

« L'homme est défini et cité à plusieurs qualificatifs. Et il convient de lui reconnaître sa carrure imposante, qui fait que les politiques tapent à sa porte, à tout moment, ce qui lui fait côtoyer ces hommes, et embrasser certaines visions des hommes politiques, comme il l'a fait avec des candidats à la présidentielle, comme IBK en 2013 », analyse Mohamed Ibrahim Djiré, politologue.

En revanche, certains observateurs, défendant le principe sacré de la séparation de l'église

du pouvoir, estiment que les religieux feraient mieux de se cantonner dans les lieux de culte. « Les religieux doivent être neutres et refuser de donner des consignes de votes, qui pourraient remettre en cause leurs impartialités, voire les rattraper comme on le voit actuellement. Ils ne doivent pas laisser la politique entrer dans les lieux de culte », estime le politologue.

Toute chose qui est loin d'être acquise. L'imam Omar Diarra, nommé dans le CNT, après des détours, a accusé une brusque démission au sein de l'organe, qui accueillait également la fille d'un célèbre guide religieux du pays, qui a fini par jeter l'éponge également.

Ces deux cas suffisent pour ne pas rappeler les prêches et appels des fidèles à voter un tel ou tel candidat. Une attitude, qui laisse croire que des leaders ont fait campagne pour des présidents récents de la troisième république.

Deux opinions opposées sont au cœur de la séparation de l'église du pouvoir au Mali. Celle pour laquelle les lieux de cultes ne doivent pas servir de « pouponnière électorale » et matérialiste au profit des hommes politiques, et l'idée partagée par une autre masse critique de la population, qui voit les leaders religieux, comme des garde-fous, des sentinelles contre les dérives dans la gouvernance. Des soutiens au charismatique imam Dicko, estiment que l'imam joue parfaitement ce rôle de sanctuaire de la sagesse morale.

Cependant, au regard de l'évolution de la scène socio-politique, les discours sont durs à l'encontre de chefs religieux notamment Mahmoud Dicko, celui-là qui a incarné la sagesse, prôné le pardon, prêché la réconciliation des Maliens, surtout des Peulhs et Dogons.

A propos de lui, il s'est toujours agi de respect, et surtout d'estime, forcés par son humilité affichée, mais qui à en croire plusieurs observateurs, cache une deuxième figure, plus proche de la scène politique que des minarets. Ce qui a coûté des discours durs à l'endroit du très influent imam.

On dit également de lui, que même s'il n'a pas de parti politique, l'imam joue sa carte : « Dicko m'a dit que si Mohamed Salia Touré ne devient pas ministre, il en deviendra fou », a

dévoilé récemment Mohamed Ali Bathily, lors de son passage sur une radio de la place. A croire Bathily, l'actuel ministre de l'Emploi et de la Formation professionnelle est l'une des cartes de l'imam dans la marche politique du pays. C'est justement pour ces raisons que l'ex ministre d'IBK se « refuse de croire, quand l'imam dit je retourne dans ma mosquée ».

Il est difficile pour un religieux réputé côtoyer l'homme politique, sans en courir le risque de se voir coller même l'étiquette d'avoir une « religion politique ». L'aventure M5-RFP, qui a réuni bon nombre de figures religieuses et des hommes politiques, le passé récent de cette organisation s'est transformé en cauchemar pour certains hommes politiques, qui se sentent laissés, voire trahis au sein du M5-RFP, par des attitudes protéiformes, qui ont laissé

partir en éclat cette organisation. Alors que certains estiment que la voix de l'imam Dicko aurait pu calmer les ardeurs, maintenir la chaîne soudée. Ce qui n'a pas été le cas.

Et c'est là également un autre péché imputé à l'imam, d'avoir sciemment assisté à des discours et répliques internes, qui allaient contribuer à disloquer ce mouvement politico-religieux, qui a soufflé dans la même trompette pour le départ d'IBK, mais pas dans la même vision quand il a été question de gestion de la transition.

Ousmane Tangara
Source : Bamakonews

SAMA
transfert d'argent

Transfert d'argent

ECONOMISEZ JUSQU'À
40%
SUR VOS FRAIS DE
TRANSFERT D'ARGENT

www.sama.money

Processus électoral : Le chronogramme dévoilé

Dans le cadre de l'organisation des prochaines échéances électorales, le ministère de l'Administration territoriale et de la Décentralisation (MADT) a présenté, ce 22 décembre 2020, un chronogramme qui prévoit l'organisation de quatre scrutins au suffrage universel direct et une élection au suffrage indirect.

C'était au cours la réunion du Cadre de concertation national entre le Gouvernement et les Chefs de partis ou leurs représentants, présidée par le ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation, le lieutenant-colonel Abdoulaye MAÏGA, dont le département est en charge de l'organisation des élections. L'ordre du jour de ladite rencontre, deuxième du genre, portait sur la réorganisation territoriale, la conduite du processus électoral et la présentation de la Cellule d'appui au processus électoral de la Transition. De cette réunion qui a eu lieu par visioconférence, il ressort d'un document remis à la presse que le top départ de ce marathon électoral sera donné par le referendum constitutionnel qui devra se tenir en premier pour donner le cadre législatif approprié à l'organisation des élections.

Le premier mode électoral concerne le référendum constitutionnel prévu au 2e trimestre 2021, et l'élection des conseillers des collectivités qui aura lieu au 4e trimestre 2021. Quant à l'élection du président de la République, elle sera organisée courant 1er trimestre 2022 en même temps que les législatives. Et le second mode a trait à l'élection des conseillers nationaux (Haut conseil des collectivités) ou des sénateurs en fonction de la nouvelle Constitution.

Ces informations ont été données, à l'issue des travaux du Cadre de concertation national par les responsables du département.

Ensuite suivra le couplage des élections concernant les conseils des collectivités territoriales, qui sera suivi de l'élection des conseillers nationaux au cas où le HCC serait maintenu.

Et enfin, le couplage de l'élection du président de la République et des députés à l'Assemblée nationale qui marquera la fin de la Transition, en 2022.

« J'apprécie ce geste qui témoigne de l'impor-



tance que la classe politique, en particulier, et les acteurs politiques, en général, attachent aux sujets qui nous réunissent cet après-midi », a déclaré le lieutenant-colonel Abdoulaye MAÏGA.

Le ministre Abdoulaye MAÏGA a, par la suite, campé le décor en indiquant qu'il s'agit d'échanger sur les grandes étapes de l'organisation des scrutins de sortie de la Transition.

En retour, les responsables des partis politiques ont remercié le département pour avoir organisé cette rencontre qui fera en sorte qu'ils aient une meilleure compréhension sur les échéances à venir, notamment le découpage électoral, la loi électorale, la future Constitution, etc. Ils ont estimé que la révision exceptionnelle des listes électorales est une nécessité, arguant que « beaucoup de majeurs n'y sont pas inscrits ». Mais aussi beaucoup de nos compatriotes établis à l'étranger. « À travers toute la diaspora, il n'y a qu'environ 400 000 électeurs », a indiqué le président de l'ADP-Maliba. D'après Youba BAH, ce chiffre constituait les 5% des huit millions d'électeurs inscrits lors des dernières élections.

Parlant de la Cellule d'appui au processus électoral de la Transition dont les missions sont notamment la mobilisation des acteurs politiques et de la société civile, ainsi que les partenaires autour du processus, le leader de l'ADP-Maliba trouve qu'avec cette structure, les choses vont rester comme telles.

« Alors que dans l'esprit du Dialogue national inclusif, c'est une seule structure qui doit piloter tout le processus électoral aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays », a-t-il rappelé. Ce qui permettra, selon lui, de marquer la transparence dans les futures élections. Youba Bah a aussi exprimé ses inquiétudes sur la situation sécuritaire de notre pays. Pour lui, les autorités de la Transition doivent « prendre le taureau par les cornes pour sécuriser d'abord le pays, assainir la situation à tous les niveaux ».

Concernant le chronogramme, le premier responsable de l'ADP-Maliba a fait savoir qu'après consultation de sa base, leur avis sera connu sur toutes ces problématiques.

Par Abdoulaye OUATTARA
Source : INFO-MATIN

UN GROUPE BANCAIRE PROCHE DE VOUS !

Filiales



BDU - BF
BURKINA FASO



BDU - CI
CÔTE D'IVOIRE



BDM FRANCE
FRANCE



BDU
BANCO DA GUINEA
GUINÉE BISSAU

Siège social : Avenue Modibo Kéita / BP 94 Bamako Mali

Tél. : (+223) 20 22 20 50 / 20 22 53 36 - Fax. : (+223) 20 22 50 85/20 22 42 50

www.bdm-sa.com

VOS AMBITIONS N'ONT PAS DE LIMITE



BDM SA

Acte de mariage : Comment l'obtenir ?

L'acte de mariage est un document authentique qui prouve l'union entre deux époux. Il est établi à l'occasion d'une célébration de mariage par un officier de l'état civil.

La procédure pour obtenir un acte de mariage authentique passe par différentes phases. Le couple se présente à la mairie (maire adjoint chargé de l'état civil) qui procède à l'enregistrement de la déclaration. Il faut savoir que le délai légal pour célébrer le mariage après déclaration est de quinze (15) jours sauf dérogation et s'il n'y a pas d'opposition.

Puis il est du rôle du responsable chargé de l'état civil d'ouvrir une enquête pour déterminer entre autres si : l'homme est déjà marié, et s'il ne vit pas en régime monogamique avec la première épouse, si la femme n'est pas mariée, ou n'est pas précédemment fiancée, si la femme n'est pas une mineure.

Ainsi au terme de l'enquête, l'officier de l'état civil confirme la célébration du mariage aux époux et le mariage est célébré par l'officier de l'état civil (maires ou adjoints) en présence

des époux et des témoins.

Les documents à fournir sont entre autres les extraits d'acte de naissance ainsi que les cartes d'identités des futurs époux et les copies des cartes d'identité des témoins.

Pour ce qui est du coût, l'extrait de l'acte de mariage est gratuit, mais les copies se font à partir de 100 FCFA. Toutefois, le livret de famille coûte 1000 FCFA.

Dans la pratique, les coûts diffèrent selon la commune en fonction des frais fixés et des frais variables fixés par délibérations des conseils municipaux.

Il est à rappeler que l'extrait de l'acte de mariage est délivré sur place après la célébration du mariage.

NB : Le mariage religieux (célébré à la mosquée ou à l'église) est de nos jours reconnu et au même titre que le mariage civil (à la mairie) avec ses procédures également.

AFANOU KADIA DOUMBIA, stagiaire
Source : Malijet





Élections en Centrafrique : Le positionnement ambigu du parti de François Bozizé

À l'approche des élections de dimanche, l'insécurité reste importante en Centrafrique. Une coalition de groupes armés a entamé, il y a une semaine, des mouvements de déstabilisation à l'intérieur du pays. Jeudi, la journée était à l'accalmie. La Coalition des patriotes pour le changement, la nouvelle coalition de groupes armés, a déclaré un cessez-le-feu unilatéral dans un communiqué.

A lors que le gouvernement centrafricain estime que cette annonce de cessez-le-feu de la coalition est un non-événement, Jean-Eudes Teya, secrétaire général du KNK, le parti de François Bozizé, réagit sur cette déclaration des groupes armés :

« Un accord de cessez-le-feu, ça ne vaut que si la personne en face accepte les conditions demandées. Hors, depuis hier, le Premier ministre du gouvernement centrafricain a rejeté formellement la proposition que nous avons faite d'observer une trêve. Par conséquent, il n'y aura pas de trêve de Noël. »

Élections en Centrafrique : le positionnement

ambigu du parti de François Bozizé

« Nous », est-ce à dire que François Bozizé est bien à la tête de cette coalition armée, comme il en est accusé ? « Le problème n'est pas de confirmer ou de nier », évacue Jean-Eudes Teya, selon qui le gouvernement n'a pas le monopole des échanges avec les groupes armés : « Le gouvernement centrafricain, le président Faustin-Archange Touadéra, son Premier ministre Firmin Ngrebada, sont les acteurs de l'accord de Khartoum. Ils ont donc, depuis un an, discuté avec les groupes armés. Pourquoi d'autres personnes n'auraient pas le privilège de discuter avec les protagonistes

de la crise ? »

La volonté de ses groupes armés est affichée : ils veulent suspendre les élections et convoquer une concertation nationale. Des revendications partagées par la coalition d'opposition. L'ancien président Michel Djotodia, ex-leader de la rébellion Séléka, s'est lui exprimé jeudi. Rentré au pays cette année, il n'a pas souhaité se présenter au scrutin de dimanche. Désormais proche du président Touadéra, il se positionne depuis son retour en faveur de la paix et du dialogue. À quelques jours des élections, il appelle à l'apaisement :

« Je condamne avec la plus grande fermeté la recrudescence des actes de violence dans certaines régions du pays ayant occasionné des pertes en vies humaines et visant à perturber le processus électoral en cours et à déstabiliser notre pays pour la satisfaction d'intérêts égoïstes. Nous voulons la paix. Sans la paix, nous ne pouvons pas nous développer. J'invite mes concitoyens à s'entendre et à trouver les solutions qu'il faut pour les uns et les autres. Et surtout, laissez le processus électoral aller jusqu'au bout. »

Source : RFI

Le journalisme au Sénégal : Les professionnels se regardent dans le miroir et s'interrogent

Les deux géantes gazeuses, Jupiter et Saturne, se sont rapprochées, lundi, pour apparaître dans le même champ de vision d'un instrument d'observation. Une "grande conjonction" qui ne se reproduira qu'en 2080 dans de telles proportions.

La Convention des jeunes reporters du Sénégal (CJRS) a tenu, ce samedi 26 décembre, son deuxième numéro de « L'École de la Convention » animée par le trio constitué de Tidiane Kassé, Mamadou Oumar Ndiaye (panélistes) et Diatou Cissé Coulibaly (modératrice). Le thème discuté est « Le journalisme aujourd'hui ». A travers ce thème, ces professionnels expérimentés ont échangé avec la jeune génération sur les différents défis qui se posent à la presse sénégalaise : dérives dans les réseaux sociaux, défiance par rapport à l'éthique et la déontologie, manque de ri-

gueur professionnelle, racket de la racle, concurrence des nouveaux médias. Il a aussi été question de la qualité des contenus, la question de la formation, la lenteur de la mise en application du nouveau code de la presse, l'utilisation de l'aide à la presse, etc. Toutes ces questions ont été passées au peigne alors que la presse sénégalaise a perdu son lustre d'antan.

Ce n'est un secret pour personne. Le journalisme professionnel est aujourd'hui bousculé et fortement concurrencé par les réseaux et médias sociaux. Les journalistes n'ont plus

le monopole de l'information. Toute personne munie de son smartphone, d'un appareil photo peut s'improviser journaliste et n'importe qui peut annoncer une information grâce aux réseaux sociaux. Dans ce contexte, les journalistes professionnels ont le devoir de se « réinventer » afin de résister à cette concurrence et mériter le respect du public. Cette réinvention passe par le retour aux fondamentaux de l'exercice du métier dans un contexte où l'on assiste à des pratiques qui n'honorent nullement la profession. Sauf le retour aux normes permettra aux professionnels de se démarquer et avoir encore la confiance du public. Les devanciers sont presque perdus face à ce qu'ils assistent sur le terrain.

Les journalistes Tidiane Kassé, Mamadou Oumar Ndiaye, Diatou Cissé, ces vétérans qui ont fait les beaux jours de la presse sénégalaise, ne se reconnaissent plus dans ce métier tel qu'il est pratiqué aujourd'hui par certains confrères de la jeune génération. La profession a tellement été malmenée au Sénégal ces dernières années que le journaliste a perdu la respectabilité qui lui était due dans les années



70 à 80, par exemple.

Les contenus posent question. Tidiane Kassé a déploré la tyrannie et la prééminence du «commentaire» et «l'avis d'expert» en lieu et place des faits qui devraient être mis en avant dans la production de l'information. Dans les normes, ce n'est que sur la base de faits que le commentateur ou l'expert posent son regard. Mais l'on assiste à une inversion de l'ordre. Toutefois, il n'est pas encore trop tard pour remonter la pente. Il faut juste décider et le vouloir.

Pour Kassé, le journaliste doit «se respecter et respecter le métier» à travers son «savoir-faire» et son «savoir-être». Cela suppose la maîtrise et l'observance des différentes étapes de la pratique professionnelle d'une part, et l'attachement à l'éthique et la déontologie, d'autre part. In fine, le journaliste doit s'employer à «tendre vers l'excellence» en étant ambitieux dans tout le processus de production de l'information. Aujourd'hui, le journaliste professionnel ne doit pas se contenter d'annoncer une info car il n'en a plus monopole comme des années auparavant. Autrement à quoi servirait l'école de journalisme ? Le professionnel doit, a contrario, aller au-delà de l'annonce, à travers la «mise en perspective, l'interprétation des faits». C'est là où il «doit faire la différence». Le temps de l'information brute est révolu. «Le journalisme est condamné à se réinventer», souligne Tidiane Kassé, qui s'inscrit dans une «vision futuriste du métier» en vue de sa restauration. La presse sénégalaise peut retrouver le modèle qu'elle a été il y a quelques décennies jusqu'à la fin des années 90. Pour redonner ce prestige, il faut revenir rigoureusement aux normes basiques à savoir la collecte, le recoupement, le traitement et la diffusion de l'information. Mamadou Oumar Ndiaye, le patron de GMC pour sa part, a d'abord fait un bref rappel de l'évolution de la presse depuis les années 70, exposé des bonnes pratiques. A cette époque, comme il y avait peu de médias et de journalistes, certains professionnels avaient le monopole de l'info et pouvaient même la garder quelques jours avant de la diffuser. Mais aujourd'hui, ce n'est plus le cas. Les journalistes professionnels sont concurrencés par les non journaliste qui se font appeler journalistes citoyens. Et MON de s'interroger sur cette appellation. Y aurait-il un médecin citoyen ? un menuisier citoyen ? En tout cas,

s'inscrivant dans la perspective préconisée par Kassé, pour lui c'est cette concurrence qui doit pousser le professionnel à se démarquer sur tous les plans. Connu pour sa liberté de ton, Mamadou Oumar est resté fidèles aux vieilles pratiques semble même moins emballé par les nouvelle technologie.

Le fantasme de l'aide à la presse

Parlant de l'aide à la presse dont beaucoup fantasment sur son utilisation par les patrons de presse, Mamadou Oumar Ndiaye remet les choses à l'endroit. Selon lui, c'est une légende que de penser que l'aide à la presse «enrichit les patrons de presse». Prenant son cas, il a expliqué que depuis l'instauration de son fond il fut l'un des négociateurs, il y a des décennies, son orange de presse toujours reçu que 10 millions de francs. Et chaque fois, il l'a transmis le chèque à son comptable. Mais étant donné la précarité des entreprises de presse ces 10 millions ne sont qu'une goutte d'eau dans la mer au vu des charges de l'entreprise, informe-t-il. Occasion pour lui de dénoncer l'utilisation politicien de ce fonds. En effet, des organes de presse créés dont les promoteurs ont des liens avec des politiciens peuvent recevoir jusqu'à 50 millions et plus sans pour autant être des organes connus pour leurs hauts faits sur le plan professionnel. Par conséquent, sans nul doute, une bonne partie de ce fonds est attribué à «des maitres chanteurs et des mercenaires» qui ont infiltré la profession et qui ont des accointances avec des autorités, dénonce Mamadou Oumar Ndiaye (MON). «L'aide à la presse profite à tout le monde sauf aux journalistes» parce qu'utilisé pour financer une clientèle politique à travers des médias politiciens dont certains responsable politiques eux-mêmes incitent à la création pour leur propagande. Dans sa prise de parole, MON constate également l'affaissement du niveau des journalistes du fait du manque de lecture et de carence en culture générale. Les jeunes confrères préfèrent s'accrocher aux smartphones et aux tablettes plutôt que de lire des ouvrages et se cultiver. Il a ainsi invité instamment les jeunes non seulement à lire, à suivre les débats politiques et autres émissions télévisés du Sénégal mais aussi de l'étranger. Sur ce point, Diatou précise que la baisse du niveau est systémique. Il est noté

dans tous les autres corporations certes, mais les journalistes sont plus exposés de par leur métier. Ce qui ne les dédouane nullement. Bien au contraire, c'est parce que les journalistes sont exposés qu'ils devraient travailler à relever leur niveau de langue et de culture générale pour être au top. Le nouveau code la presse n'a pas échappé à la discussion.

Le code la presse toujours en agonie

Le nouveau code de la presse devrait permettre de corriger une bonne partie des tares de la presse sénégalaises : notamment l'accès à la profession qui permettra d'éviter les brebis galeuses, la formation, le financement de l'entreprise de presse. D'ailleurs il ne sera plus question de l'aide à la presse, mais du fonds d'appui à l'entreprise de presse. Bref à la régulation du secteur.

Mais si les autorités trainent le pied à prendre les décrets d'application de ce nouveau code après son adoption depuis 3 ans. C'est parce que la situation actuelle de la presse les arrangent quelque part, croit savoir Diatou Cissé. La journaliste connaît bien ce nouveau code de la presse pour avoir participé à tous les processus de son élaboration alors qu'elle était Secrétaire Général du Synpics. A son avis, à part 3 à 4 décrets, toutes les autres dispositions de ce nouveau code sont immédiatement applicables. « Pourquoi ne le font-ils pas ? », s'interroge-t-elle ? Sur un autre plan, Diatou Cissé relève que le métier est fragilisé par la racaille, à savoir des groupes de jeunes qui investissent des hôtels pour réclamer des perdiems aux organisateurs d'événements.

La question des investissements des hommes d'affaire dans le domaine des médias a aussi été évoqué dans les débats. C'est la tendance même en France et ailleurs. Les hommes d'affaires rachètent ou créent des médias par ce qu'ils cherchent l'influence ou la sanctuarisation de leurs business. Mais il revient aux journalistes de rester professionnel quoi qu'il arrive. Au pire des cas qu'il fasse valoir la clause de conscience. A travers cette rencontre des jeunes reporters qui étaient aussi déçus de ce métier semble avoir trouvé un brin d'espoir.

Source : SeneNews

MERCATO – PSG : M'Bappé aurait lâché une bombe à Zidane



A lors que le PSG souhaite à tout prix prolonger Kylian Mbappé, dont le contrat court jusqu'en juin 2022, l'international français aurait déjà signifié à Zinedine Zidane et à ses proches qu'il ne

comptait pas rester dans la capitale. Le cas Kylian Mbappé risque de poser problème au PSG dans les prochains mois. Alors que le contrat de l'international français court jusqu'en juin 2022, l'état-major qatari aurait

fait de la prolongation du joueur une priorité afin de contrer l'offensive du Real Madrid. En effet, Florentino Pérez et Zinedine Zidane rêvent de mettre la main sur l'attaquant champion du monde. Reste maintenant à savoir quand. Présent sur le plateau d'El Chiringuito ce lundi soir, Eduardo Inda a annoncé que les Merengue étaient prêts à patienter jusqu'en 2022 afin de récupérer librement Kylian Mbappé. Ce dernier pourrait alors toucher une prime à la signature historique de 100M€. Mbappé bien décidé à ne pas prolonger ? Un scénario qui pourrait séduire le principal intéressé. En effet, OK Diario persiste et signe en annonçant ce mardi que Kylian Mbappé aurait déjà décidé de ne pas prolonger avec le PSG, et l'international tricolore ne cacherait pas ses plans puisqu'il en aurait déjà informé son entourage au sein même du club, mais également Zinedine Zidane, entraîneur du Real Madrid. Reste à voir si la direction du PSG parviendra à convaincre Kylian Mbappé de revenir sur sa décision...

Source : 10sport.com

Dopage : Interpellé par le Red Bull Salzburg, le Mali suspend son médecin

Mardi, le Red Bull Salzburg a demandé des explications à la Fédération malienne (Femafoot) après que ses internationaux Mohamed Camara et Sékou Koita ont fait l'objet d'un test antidopage positif effectué par l'UEFA le 22 novembre à leur retour de sélection.

La Femafoot a répondu mercredi et assuré Salzburg et l'UEFA de sa «pleine coopération» pour que toute la lumière soit faite sur cette affaire. En attendant, l'instance a annoncé la suspension provisoire du staff médical des Aigles. «La Fédération malienne de football engage aussi des investigations internes pour faire la lumière sur les responsabilités des uns et des autres. Elle a d'ores et déjà décidé de suspendre à titre conservatoire le docteur Adama Sangaré, médecin responsable de la sélection, et l'ensemble du staff médical durant ce regroupement, la décision prenant effet à compter de ce jour, le 23 décembre 2020», a



indiqué la Femafoot. Pour rappel, un médicament utilisé pour lutter contre le mal de l'altitude avant de se rendre en Namibie dans le cadre des éliminatoires de la CAN 2021 (victoire 2-1 le 17 novembre)

est suspecté d'être à l'origine de ces tests positifs.

Source : afrik



Bélier (21 mars - 19 avril)

Entreprenant et motivé, vous aurez toutes les chances de réussir dans votre job. Vous irez de l'avant, prêt à vous impliquer à fond dans ce que vous ferez. S'il vous manque des éléments pour boucler un projet, vous serez tenace pour trouver une solution.

Rien ni personne ne vous fera dévier de votre idée, car vous serez persuadé qu'elle vous rapportera des euros. Vous aurez suffisamment les pieds sur terre pour ne pas vous lancer à l'aveuglette et vous prendrez des conseils pour atteindre votre but.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Vous aimerez votre activité et vous serez même content de partir au travail. Parce que vous l'aurez préparée, cette journée se déroulera bien, et tout ce que vous entreprendrez sera rondement mené et très apprécié par ceux qui vous entoureront.

Jupiter pourrait vous mettre des bâtons dans les roues ou en plein dans le flou dans vos histoires d'argent. En fait, il n'y aura aucun souci particulier, en dehors des vôtres, que vous vous emploierez à cultiver négativement. Réfléchissez de main.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

L'activité professionnelle continue d'être importante. Vous menez plusieurs tâches à la fois et elles pourraient vous épuiser cérébralement. Dans votre service, il peut manquer du monde. La productivité est en baisse et l'ambiance est électrique.

Gare aux dépenses inutiles. L'argent part aussitôt qu'il entre. Pour garder un budget stable, essayez de ne pas craquer dans les sorties. Vos amis pourraient être la cause de dépenses qui tombent mal. Des concessions sont à faire pour maintenir la stabilité.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

La configuration planétaire Soleil-Mars vous obligera à défendre votre gagne-pain ! Vous ne vous contenterez pas uniquement de remplir vos tâches habituelles. Vous demanderez directement à votre directeur un poste plus en phase avec vos compétences.

Votre partenaire aura tendance à faire chauffer la carte bleue du couple. Sans faire la morale ou donner des leçons, vous lui direz tout de même de faire extrêmement attention. En effet, il ne faudrait pas que cela devienne une habitude ! Surtout pas...



Lion (22 juillet - 23 août)

Vous retrouverez un bon état d'esprit et, avec lui, la volonté nécessaire pour vous engager dans les entreprises qui vous tiendront à coeur et qui seront prioritaires. De très bonnes intuitions vous guideront, que vous aurez intérêt à mettre en pratique.

Vous traverserez une période de turbulence sur le plan financier. Méfiez-vous des promesses non tenues et des abus de confiance. Ouvrez l'oeil si l'on cherche à vous vendre une occasion en or de faire du profit et voyez à qui vous aurez affaire.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Votre planète de secours sera Mars. Vous puiserez votre force dans sa nature combative. Vous serez sur le point de craquer. Ce ne sera pas tant un emploi surchargé que le fait de devoir tout gérer qui vous énervera. Il ne faudra plus rien vous demander.

Il n'est pas dans vos habitudes d'élever la voix pour défendre vos intérêts, préférant en référer à la justice. Mercure vous convaincra de taper du poing sur la table. Votre image en pâtira peut-être, mais votre portefeuille aura beaucoup à y gagner.



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Vous ruminez, car l'ambiance vous agace. De la déception survient dans votre vie professionnelle. Vous êtes peu visible et les collègues évoluent sans vous. Ce climat met le feu aux poudres. Évitez de dire vos états d'âme. De la frustration est inévitable.

Si vous faites du shopping, fixez-vous des limites. Des coups de coeur sont différés. Vous réalisez manquer de moyens pour conjuguer les loisirs et les charges. Un peu de frustration est à venir. Laissez passer la journée avant de faire un achat onéreux.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Porté par un réseau efficace, vous travaillerez et avancerez de manière sereine. Défendre un projet ou conduire une mission difficile ne vous fera pas peur. En assumant vos charges et vos devoirs, ami Scorpion, vous accumulerez les compliments.

Si dans un premier temps, vous ne réaliserez pas de réelles économies, vous dépenserez votre argent plus intelligemment. Placements boursiers, création d'entreprise, cette journée sera cruciale pour prendre ou signer un engagement financier...



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Vous serez très consciencieux et votre perfectionnisme sera apprécié, pourvu que vous n'imposiez pas votre rythme et vos méthodes personnelles à tout le monde. Vous devrez tenir compte que chaque personne sera différente dans sa méthode de travail.

Vous aurez des ambitions financières que vous ne reniez pas. Au contraire, vous assumerez pleinement que l'argent sera loin d'être un sujet tabou. Pour preuve, vous vous démènerez pour en gagner, sans rechigner pour effectuer des heures supplémentaires.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Vous ne manquerez pas d'esprit d'entreprise, même si parfois Saturne vous donnera du fil à retordre dans votre secteur d'activité. Quelques réussites pourraient parsemer votre route professionnelle, non grâce à la chance, mais par votre travail acharné.

Sur le plan comptable, vous manquerez d'esprit d'initiative. Au pied du mur, il deviendra urgent de trouver une porte de sortie, mais Jupiter ne vous rendra pas la tâche facile. Lancez-vous un défi en frappant à la porte d'un interlocuteur financier.



Verseau (20 janvier - 19 février)

Une nouvelle activité professionnelle vous tente. Des démarches sont amorcées pour décrocher un poste en affinités avec vos compétences. Uranus votre planète, vous donne envie de changer d'air. Quitter l'entreprise pour une nouvelle est une situation possible.

Essayez de garder votre trésorerie. Gare aux imprévus qui mangent une partie du budget. Si vous faites des achats, comparez les tarifs et ne tombez pas sur le premier article. Des coups de coeur restent probables. Ils peuvent être regrettés par la suite.



Poisson (19 février - 21 mars)

Porté par les bons auspices de Vénus, vous mettez votre talent au service de votre employeur, mais aussi à celui de votre créativité, et de votre réputation. Ami Poissons, pour reprendre un célèbre terme du cinéma, vous serez bancable ! En ce début de mois, vous allez vous assurer que les vases resteront communicants entre vos recettes et vos dépenses, histoire de vivre un mois sans soucis financiers... Votre partenaire vous fera une remarque : pour acheter plus, il faut gagner plus !

Assurés et Prescripteurs, Attention à la fraude !



La CANAM rappelle à tous que toute fraude commise pour accéder aux prestations est punie par les dispositions de la loi N°09-015 du 26 Juin 2009.

La CANAM sait compter sur la compréhension de tous